



Brésil

Source : « GEOATLAS.com © 2009 © Graphi-Ogre »

Données générales

Superficie : 8,5 millions de km², soit presque la moitié du territoire de l'Amérique latine. Sa superficie, 17 fois supérieure à la France, en fait le 5^e plus grand pays au monde.

Capitale : Brasilia.

Monnaie : le real, depuis le 1^{er} juillet 1994. Il se divise en 100 centavos. Le taux de change, à la fin du troisième trimestre de l'année 2013, s'établissait aux alentours de 1 euro (EUR) pour 3 reals (BRL). Les fluctuations du cours du real sont importantes.

Langue : le portugais (du Brésil)

Population : 201 M d'habitants lors du dernier recensement de septembre 2013, soit le 5^e pays le plus peuplé au monde. Sa population est essentiellement concentrée dans la région Sud-Est (la plus riche et la plus industrialisée du pays). Les États de São Paulo, Rio de Janeiro et Minas Gerais concentrent 43,5 % de la population totale.

Démographie : La population brésilienne devrait atteindre environ 250 M d'habitants en 2050. La population reste jeune mais vieillit avec un âge moyen de 31 ans sur la période 2000-2030.

Infrastructures : Malgré un programme d'accélération de la croissance (PAC), lancé en 2007 par l'ancien Président Lula, le Brésil souffre d'un immense déficit d'infrastructures, aussi bien de transport (routes, ports, transport ferré) que d'énergie et d'environnement (eau, assainissement, traitement des déchets). Néanmoins, le pays devrait moderniser et développer ses infrastructures dans les prochaines années en profitant de l'organisation de la Coupe du monde de football en 2014 (12 villes-hôtes) et des Jeux olympiques en 2016 (à Rio de Janeiro).



Source : « GEOATLAS.com © 2009 © Graphi-Ogre »

Données politiques

Type de régime : démocratie parlementaire, État fédéral composé de 27 États.

Date des dernières et prochaines élections : dernières élections présidentielles le 31 octobre 2010.

Les prochaines sont prévues en octobre 2014 (mandat de 4 ans)

Les principaux dirigeants :

Présidente de la République : Dilma ROUSSEFF (depuis le 1^{er} janvier 2011) ;

Vice-président : M. Michel Temer

Chef du cabinet Civil : Mme Gleisi Helena Hoffmann ;

Ministre des Finances : M. Guido Mantega ;

Ministre Développement, de l'Industrie et du Commerce extérieur : M. Fernando Pimentel ;

Ministre des Relations extérieures : M. Luiz Alberto Figueiredo Machado ;

Ministre, Président de la Banque centrale du Brésil : M. Alexandre Antonio Tombini ;

Ministre de l'Agriculture : M. Mendes Ribeiro Filho.

Données économiques en 2013

Principaux indicateurs économiques

Indicateurs	Brésil	France
PIB	2 217 Mds USD	2 294 Mds USD
Dette publique en % du PIB	35,2%	90,2 %
PIB par habitant	11 875 USD	35 548 USD
Taux de croissance du PIB en 2012	0,9 %	0,1 %
Prévisions de croissance PIB 2013	2,5%	0,3%
Prévisions de croissance PIB 2014	2%	0,9%
Taux d'inflation	6,5%	2,5%
Taux de chômage	5,5 %	10,2 %

Source : Service économique régional de Brasilia – Ambassade de France au Brésil, juillet 2013.

Situation économique et financière du pays

Le Brésil a fait preuve d'une forte résistance à la crise financière et économique internationale. En 2010, le pays a affiché une santé remarquable, avec une croissance économique de 7,5 % (8,9 % au premier semestre 2010, du jamais vu depuis 1996). Néanmoins, après une année 2011 en demi-teinte (2,7 % de croissance), 2012, qui devait être l'année de la reprise, a connu une croissance de 0,9 % avec une inflation forte, sous l'effet conjugué de l'augmentation des produits agricoles, de la baisse provoquée du réal pour redonner de la compétitivité à l'industrie et des tensions sur l'emploi.

La consommation, moteur de l'économie brésilienne, s'est progressivement essoufflée sous l'effet de l'endettement des familles du fait des taux d'intérêt élevés (24,3 % par an). L'activité industrielle a baissé (-2,7 %) comme l'investissement (-3,9 %). L'écart entre la demande et l'offre interne se creuse, la consommation se reportant sur les importations (depuis 2005 le commerce a crû de 76 % et l'industrie de transformation de seulement 8 %).

Source : Service économique régional de Brasilia – juin 2013

Politiques fiscale, économique et sociale du pays

Les autorités brésiliennes ont multiplié les mesures de relance pour 2 % du PIB en 2013 : baisse du taux directeur de 10,5 % à 7,25 %, baisse du réal de 40 % face au dollar, exonérations fiscales sur certains produits, stimulation du crédit, baisse des charges et des tarifs administrés. Un grand plan d'investissement dans tous les secteurs d'infrastructures (route, rail, ports, aéroports, assainissement, etc.) est entamé pour un montant de 500 Mds USD, mais ses effets ne se feront qu'à moyen terme. **Ces mesures n'ont pas provoqué le rebond attendu en 2013 et la croissance reste modeste** (0,6 % au 1^{er} trimestre). Par ailleurs, alors que les faiblesses structurelles de l'économie brésilienne demeurent (manque d'infrastructures, bureaucratie, maquis fiscal, éducation médiocre) de **nouvelles tensions apparaissent** : déficit courant record (plus de 3 %), inflation persistante (6,5 % à la fin du premier semestre 2013), baisse massive du réal (à 2,2 BRL pour 1 USD en octobre 2013).

Les stratégies et les priorités ont à faire face aux problématiques structurelles suivantes :

- **accroître le potentiel de production grâce aux investissements en infrastructures.** C'est l'objectif du Plan d'accélération de la croissance « PAC » lancé par le Président Lula en janvier 2007. Pour développer les infrastructures, des investissements – associant l'État fédéral, les entreprises publiques et privées – d'un montant de 180 Mds d'euros ont été engagés entre 2007 et 2010 ;
- **améliorer le capital humain**, grâce aux investissements dans le domaine de l'éducation, particulièrement déficitaire ;
- **réformer les circuits du financement de l'économie**, qui obligent les banques à effectuer des crédits à taux bonifiés à certains secteurs jugés prioritaires.

Depuis 2011 et la prise de fonctions de Dilma Rousseff, d'autres axes ont été ajoutés à la nouvelle version du PAC :

- **réformer les institutions et prendre des mesures favorisant l'économie et l'égalité sociale** : les mesures d'allègement fiscales prises depuis 2007 ont permis à certains secteurs de se développer de manière considérable et de stimuler les investissements ;
- **développer un réseau de transport optimal pour l'ensemble du territoire**, en renforçant les efforts et les grands travaux engagés pour moderniser les réseaux routiers, maritimes, aériens et ferroviaires dans tout le pays, et principalement dans les grandes villes ;
- **rendre l'accès à un logement décent, équipé d'eau courante et d'électricité au plus grand nombre**. Dans la continuité de l'action visant à équilibrer la société en réduisant les inégalités sociales, le PAC 2 prévoit diverses mesures pour donner aux plus pauvres de meilleures conditions de vie ;
- **repenser la consommation énergétique**, en trouvant des sources alternatives tout en exploitant au mieux les ressources immenses dont dispose le pays.

Le **Programme Brasil Maior** a également été mis en place pour appuyer la croissance. Adopté en août 2011, il comprend plusieurs incitations fiscales parmi lesquelles on peut citer la réduction de taxes à l'importation pour certains secteurs comme la chimie ou les équipements de transport, la réduction des contributions PIS et COFINS sur l'importation de machines et d'équipements destinés à la fabrication de produits, l'exonération de cotisations sociales pour les entreprises de certains secteurs comme l'informatique, l'hôtellerie, ou le plastique qui paieront en lieu et place une contribution sur leur chiffre d'affaires.

Accords politiques, juridiques et multilatéraux

La diplomatie, qui a pris une nouvelle dimension grâce à l'ancien Président Lula, s'articule autour de six priorités :

- **Se faire reconnaître comme une puissance mondiale**, porte-parole d'une réforme de l'ordre international. Le Brésil est candidat à un siège de membre permanent au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies. La désignation, en mai 2013, à la tête de l'Organisation mondiale du commerce du brésilien Roberto Azevedo, confirme la montée en puissance du Brésil au sein des institutions internationales.
- **Se poser en promoteur intransigeant du désarmement**. Le Brésil a ratifié le traité de non-prolifération, ainsi que le traité d'interdiction des essais nucléaires en 1998.
- **Renforcer le marché commun du Cône Sud (Mercosul)** entre le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela, avec pour projet d'éliminer la double taxation des marchandises au tarif extérieur commun (TEC) lorsqu'elles proviennent de pays tiers et sont réexportées vers un autre pays membre.
- **Mener une diplomatie commerciale offensive**. Le Brésil mène une politique d'ouverture équilibrée vis-à-vis de ses différents partenaires pour élever le niveau de ses exportations. En revanche, il tend à s'orienter vers une politique protectionniste dans le but de stimuler sa production nationale.
- **Conclure des partenariats stratégiques avec les grands pays émergents et promouvoir la coopération Sud-Sud**. Le Brésil est à l'origine de partenariats stratégiques avec l'Inde et la Chine. De plus, le pays mène une politique ambitieuse avec l'Afrique et plus controversée avec le Moyen-Orient.
- **Être le moteur de l'intégration et le leader de l'Amérique du Sud**. Le Brésil a promu un renforcement des liens entre le Mercosul et la Communauté andine des Nations. De même, sous l'impulsion de l'ancien président Lula, le Brésil s'est impliqué davantage dans le règlement des crises régionales : Colombie, Venezuela, Bolivie et Haïti.

Les relations bilatérales du Brésil avec la France connaissent une période faste, symbolisée par l'*Année de la France au Brésil* en 2009 et les diverses rencontres entre les deux Présidents. Le partenariat stratégique conclu en décembre 2008 est devenu un plan d'action stratégique (économie, commerce et défense). Avec plus de 500 entreprises implantées au Brésil, la France représente un acteur majeur de l'économie brésilienne.

L'élection de François Hollande à la présidence de la République laisse augurer un climat favorable entre le Brésil et la France car les deux présidents sont issus de la gauche. Selon les analystes, brésiliens comme français, l'avenir des échanges entre la France et le Brésil dépendent de la continuité donnée à la coopération déjà lancée et de l'avenir de l'Europe.

Dans le domaine de la refonte de l'architecture financière internationale, les deux pays ont décidé de prendre des initiatives conjointes. La France et le Brésil ont signé, le 10 septembre 1971, une convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale (en matière d'impôts sur le revenu), publiée au JO le 26 décembre 2001 et entrée en vigueur le 10 mai 2002.

Commerce extérieur

Importations en 2012 : 223,1 Mds USD

Exportations en 2012 : 242,6 Mds USD (Union européenne 20 %, Chine 14 % et États-Unis 13,3 %).

Solde commercial en 2012 : 19,4 Mds USD.

Poids de la France dans les échanges commerciaux du pays :

En 2012, les exportations vers le Brésil ont représenté 5,909 Mds USD, soit 2,65 % des importations brésiliennes (10^e fournisseur) et les importations ont représenté 4,107 Mds USD, soit 1,69 % des exportations brésiliennes (13^e client).

État des lieux du commerce extérieur

Grâce à la très bonne résilience de son marché intérieur, **le Brésil avait été l'un des derniers pays à entrer en récession et l'un des premiers à en sortir.** Le commerce extérieur du Brésil a continué de progresser de façon remarquable en 2010 (+ 37 %), traduisant la croissance rapide de son économie. En 2011, le commerce extérieur brésilien a atteint le chiffre record de 482 Mds USD (+ 26 % par rapport à 2010).

Néanmoins, **un ralentissement a été observé en 2012 :** Le Brésil a enregistré un excédent de 19,4 Mds USD de sa balance commerciale, soit le plus faible de ces dix dernières années, et en retrait de près de 35 % par rapport à 2011. En 2012, les exportations ont représenté 242,6 Mds USD (- 5 % par rapport à 2011) et les importations 223,1 Mds USD (- 1 %). Les exportations ont souffert à la fois de la baisse de valeur des produits brésiliens et d'une demande plus faible de l'étranger. Les importations sont, elles, restées relativement robustes malgré la dépréciation de la monnaie brésilienne face au dollar.

La **croissance annuelle moyenne de nos exportations vers le Brésil** entre 2000 et 2012 dépasse les 10 %. D'après les statistiques des douanes françaises, notre commerce bilatéral avec le Brésil en 2012 redevient excédentaire pour la première fois depuis 2002. Le Brésil joue véritablement un rôle moteur pour nos exportations, qui y progressent en moyenne quatre fois plus rapidement qu'au niveau global. Dans ces circonstances, la part de marché de la France au Brésil, en baisse tendancielle, remonte légèrement en 2012 à 2,7 % (inférieure à sa PDM mondiale cependant).

Les secteurs prioritaires

*Ces quatre secteurs (santé, agroalimentaire, nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et ville durable) correspondent à de nouveaux besoins autour du « mieux vivre ». Ils sont désormais au cœur de la stratégie pour l'export, qui s'inscrit dans la démarche du **Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi.***

Mieux se soigner

Le Brésil est le 7^e marché mondial de la santé, tous segments inclus. Ce secteur, qui représente près de 8 % du PIB national, est marqué par une offre très inégale entre le secteur public et privé :

- le Système unique de santé (SUS), public, réunit aujourd'hui plus de 2 000 établissements et soigne près de 145 M de personnes. Il s'agit d'un système défaillant, qui a beaucoup de mal à répondre aux besoins de la population ;
- le secteur privé, réunit 4 700 établissements dont 58 % à but lucratif. Réservé aux plus favorisés, il bénéficie aujourd'hui de l'évolution des revenus de la population brésilienne et soigne actuellement près de 50 M de personnes.

Stimulés par la croissance économique du pays et par l'augmentation des plans de santé privés, les hôpitaux privés ont recommencé à investir au Brésil. Le gouvernement a parallèlement décidé que la santé publique était l'une de ses priorités : les investissements ont ainsi été multipliés par 2,5 sur les 8 dernières années (de 11 à 27 Mds EUR). Le Brésil est par ailleurs le 11^e marché mondial en dispositifs et en équipements médicaux et le 7^e marché pharmaceutique mondial.

Mieux se nourrir

Le Brésil est l'un des premiers producteurs et exportateurs mondiaux de produits agricoles et alimentaires. Il présente une stratégie avant tout offensive à l'export et défensive à l'import : ouverture de nouveaux marchés pour ses exportations, stimulation de sa production interne, protectionnisme vis-à-vis des importations.

Le Brésil exporte avant tout des *commodities*. Depuis peu, les réflexions se multiplient en faveur de la création de valeur ajoutée domestique via la première et deuxième transformation, mais aussi sur la mise en place d'indications géographiques.

Le Brésil présente de nombreuses opportunités d'affaires dans ce secteur :

- importations d'équipements de transformation de l'industrie agro-alimentaire ;
- ingrédients pour l'industrie agro-alimentaire, afin d'innover sur les produits transformés ;
- certains produits alimentaires (plats préparés, produits gourmets, produits sans gluten, fromages, charcuteries, foies gras) ;
- génétique animale ;
- consommation de vins en croissance constante et notoriété des vins français au Brésil.

Actuellement (2013), une liste de 100 équipements pour l'industrie agro-alimentaire bénéficie d'une réduction de la taxe d'importation, ce qui tend à favoriser les achats brésiliens.

Mieux communiquer

Le marché brésilien se caractérise par une très forte pénétration de la téléphonie mobile (plus de 130 %) et une croissance très forte de la demande des services à valeur ajoutée. Les principaux projets d'investissement portent sur le développement de services de 3^e et 4^e génération, le développement d'applicatifs sur Smartphones et des offres *triple play*.

Depuis 1998, le secteur des télécoms brésilien a été privatisé et est dominé par des acteurs à couverture nationale. La téléphonie fixe stagne avec 43 M abonnés mais le marché mobile continue sa forte croissance. L'intégralité du territoire est couverte en 2G et 85 % de la population est couverte en 3G depuis fin 2012. 66 M de clients mobiles utilisent les services 3G, car l'offre de services est encore limitée. La 4G commence à être déployée. Internet *a contrario*, est moins populaire avec 18 M d'abonnés haut débit, dont 5 M via une offre *triple-play*.

Le marché brésilien de l'édition de logiciels et des services informatiques représente plus de 22 Mds USD (11^e mondial en 2011), dont 6,3 Mds pour les logiciels et 15,1 Mds pour les services. 78 % des logiciels au Brésil sont importés, avec d'énormes opportunités pour l'offre française.

Enfin, au vu de la R&D locale faible (1-1,5 % du PIB), l'État a mis en place une politique scientifique et technologique, avec de nouveaux instruments et dispositifs depuis 2009 pour accompagner l'innovation : financement, capital-risque, incitations fiscales dans le cadre de la loi sur l'innovation (*lei do bem*), création d'incubateurs, appui aux partenariats public-privé, afin de créer un vrai écosystème de l'innovation.

Mieux vivre en ville

La question de la ville durable est un sujet de plus en plus important au Brésil dans la mesure où 85 % de la population vit en milieu urbain. La mobilité urbaine constitue un frein majeur au développement des villes brésiliennes, faute de planification et d'investissements à long terme.

Fin 2012, le pays ne disposait ainsi que de 16 systèmes métro-ferroviaires qui desservaient 68 villes dans 11 États fédérés et le District fédéral. São Paulo et Rio de Janeiro concentraient alors 65 % du réseau et 90 % du trafic. Une refonte des transports urbains est actuellement en cours. Au total, des investissements de plus de 100 Mds BRL sont annoncés pour une soixantaine de projets dans les grandes villes du pays et celles de taille intermédiaire.

Les programmes municipaux et fédéraux lancés au cours des dernières années mettent l'accent sur le transport collectif, sans pour autant abandonner le transport individuel (notamment non motorisé). L'accent est également mis sur la rénovation des trottoirs et la construction de rues piétonnes pour encourager les déplacements à pied. Le transport par câble (téléphérique) intéresse également de plus en plus les villes brésiliennes.

Secteur sensible, pour lequel le pays accuse encore un certain retard, **l'environnement devient progressivement une priorité nationale**. Symbole de cette mutation et de cette évolution des mentalités, les Olympiades 2016 organisées par la ville de Rio de Janeiro, sont d'ores et déjà placées sous le signe du développement durable.

Eau : le Brésil dispose du plus grand débit d'eau douce du monde et de 15 % des réserves en eau douce de la planète. Le potentiel d'eau douce par habitant/an est de 35 000 m³ (4 fois plus que les moyennes européennes), dont seulement 2 % sont utilisés. Malgré ces énormes réserves d'eau douce et un investissement annuel de 11 Mds BRL, les taux de raccordement de la population à l'eau potable et surtout au réseau d'égouts, ainsi que le taux de traitement des effluents collectés, restent insuffisants.

Déchets : à peine 42 % des déchets solides urbains connaissent une forme de traitement et/ou un stockage final adéquat et moins de 5 % des déchets sont recyclés au Brésil (moyenne de 40 % en Europe). En volume d'affaires, le marché du traitement de déchets était évalué en 2012 à 646 M EUR. Le Brésil se tourne progressivement vers des solutions alternatives, et s'intéresse notamment à la valorisation énergétique des déchets urbains.

Les créneaux porteurs

Pétrole et gaz

Le Brésil est devenu en quelques années un acteur mondial de l'énergie, montrant d'importantes perspectives de croissance pour les prochaines décennies. Les découvertes faites par Petrobras sur des réserves d'hydrocarbures dans la couche *Pré-sal* promettent de nouvelles opportunités et défis pour le secteur avec un potentiel estimé à une dizaine de milliards de barils. Selon des études récentes, 11 des 35 plus grandes découvertes pétrolières de la décennie ont été faites au Brésil. Les réserves de pétrole prouvées ont été de plus de 15,3 Mds de barils en 2012. Les réserves de gaz naturel, en grande partie liée aux réserves de pétrole sont estimées à 459 Mds de m³ en 2012.

Énergies renouvelables

Le Brésil se démarque par une matrice électrique particulièrement verte, avec une part des ENR représentant 88,9 % de la production d'électricité au Brésil en 2011, contre une moyenne de 19,5 % dans le monde. Ceci s'explique par une utilisation prépondérante de l'hydroélectricité (81,9 % de la production). La seconde source d'énergie renouvelable est la biomasse (6,6 % de la production d'électricité nationale), provenant de la bagasse de canne-à-sucre. Liée à l'industrie sucre-éthanol brésilienne, la valorisation de la biomasse de canne possède un potentiel colossal. À moindre échelle, les autres ENR présentes au Brésil sont l'éolien et le solaire.

Biocarburants

Le Brésil, 2^e producteur d'éthanol derrière les États-Unis, est à la pointe de l'innovation dans ce domaine. Le pays a lancé depuis 2008 un programme biodiesel ambitieux, dont les objectifs sont à la fois de nature économique, environnementale et sociale. Véritable pionnier dans le développement des biocarburants, le Brésil a su profiter de son rang de 1^{er} producteur de canne à sucre au monde en développant l'éthanol, produit et distribué depuis les années 1970. Plus récemment, un nouveau marché lié à l'industrie de la canne à sucre au fort potentiel a fait surface, celui de la valorisation énergétique de la bagasse de canne à sucre.

Mines, sidérurgie

Grâce à l'étendue de son territoire et à la diversité de ses sols, le Brésil est un important acteur du secteur minier à l'échelle mondiale. Le secteur emploie près de 2,1 M de travailleurs brésiliens. Le Brésil est le 1^{er} producteur mondial de niobium, de tantalite et de plomb, le 2^e de fer, d'aluminium et de manganèse et le 3^e de magnésite, de chrysolite et de graphite. Le Brésil est par ailleurs le 9^e producteur mondial d'acier, avec 2,35 % de la production mondiale et le *leader* en Amérique du Sud, avec 72,7 % de la production de la région. La sidérurgie brésilienne emploie plus de 137 000 personnes. Le parc producteur d'acier brésilien se compose de 29 usines administrées par 11 entreprises.

Automobile

L'industrie automobile brésilienne a terminé l'année 2012 sur un record avec un total des ventes atteignant 3,8 M de véhicules soit une croissance de 4,6 % par rapport aux ventes réalisées en 2011. Le Brésil se positionne ainsi comme 4^e marché mondial. Les projections prévoient une entrée du Brésil dans le *top 3* mondial en 2016.

Les constructeurs font face à une demande en constante croissance, due à une stabilité économique, des réductions d'impôts sur l'achat des véhicules produits localement et un pouvoir d'achat de la classe moyenne en hausse. Le taux d'équipement de la population brésilienne, encore relativement faible, laisse entrevoir des perspectives importantes de croissance.

Aéronautique et espace

Le Brésil possède la plus importante industrie aérospatiale de l'hémisphère Sud et la 5^e mondiale. Cette position de *leader* se traduit en une capacité de production allant des plus petits aéronefs aux appareils régionaux, sans oublier le secteur militaire ni l'industrie spatiale. Ces compétences permettent au Brésil d'exporter des produits civils (en particulier les

avions commerciaux), mais également des produits militaires dans différentes niches de marchés (avions d'alerte radar, avions légers militaires, multi-lanceurs de fusées, avions d'entraînement, transporteurs de troupes ou avions de combat).

Biens de consommation

La classe moyenne représente aujourd'hui plus de 100 M de consommateurs : elle est majoritaire et s'équipe massivement. En parallèle, le nombre de consommateurs aisés augmente de manière régulière, ceux-ci représentant près de 32 % de la population brésilienne. En produits, le marché brésilien du luxe représente désormais 70 % du marché d'Amérique latine et attire un nombre croissant de marques internationales, qui se développent notamment au sein de centres commerciaux de luxe qui ont été construits ces dernières années au Brésil. Ces marques sont présentes à la fois sur les segments du prêt-à-porter et des accessoires, mais aussi sur celui de la décoration, qui représente déjà 9 % du marché du luxe brésilien.

Secteur de la construction

Le secteur de la construction au Brésil connaît un cycle de croissance exceptionnel (+ 60 % entre 2006 et 2012) basé sur une forte croissance du crédit immobilier (qui ne représente encore que 2 % du PIB brésilien contre 11 % au Mexique par exemple), mais aussi sur une forte capitalisation des groupes brésiliens de construction et de développement immobilier, ou encore sur le lancement de vastes projets d'infrastructures, soutenus par l'Union fédérale et les États fédérés. Parmi les principaux vecteurs de croissance, la Coupe du monde de football en 2014 et les Jeux olympiques d'été en 2016 sont sources d'investissements multimilliardaires dans les domaines des stades, des infrastructures (assainissement, énergie, transports, télécommunications), des logements et du tourisme.

Audiovisuel

98 % des foyers brésiliens possèdent un téléviseur et passent en moyenne 5 heures par jour devant leur écran, d'où des recettes publicitaires de près de 1,5 Md EUR. Seulement 18 % des foyers brésiliens accèdent à des bouquets payants à cause de tarifs encore élevés. Néanmoins, comme les opérateurs télécoms peuvent désormais proposer des services IPTV, câble ou satellite, le marché devrait devenir plus concurrentiel. La Coupe du monde de football en 2014 (sur 12 villes) et les Jeux olympiques en 2016 à Rio de Janeiro vont déclencher de nombreux investissements pour la retransmission des matches en qualité HDTV et le fonctionnement en parallèle de nombreux studios de TV.

Confiance numérique

Avec près de 817 M de cartes de paiement fin 2012 (+ 9 % sur un an), ce marché est évalué à près de 3 Mds EUR de CA. Au 2^e trimestre 2012, près de 2,3 Mds de transactions ont été enregistrées (+ 16 % sur un an) pour un montant total de 73 Mds EUR de transactions. Le marché n'est pas limité au bancaire : carte d'identité électronique avec signature numérique (150 M de Brésiliens équipés sur 6 ans), sans compter les titres de transport électroniques sans contact dans 60 % des villes brésiliennes et les projets avancés de dématérialisation des procédures administratives fiscales, sociales et juridiques, avec signature électronique Internet. La gestion de l'accès aux stades nécessite également des technologies de pointe. Enfin, le mobile est de plus en plus utilisé comme moyen d'identification, voire de paiement.

Les investissements

Le Brésil a été, au cours des dernières années, l'une des toutes premières destinations des flux d'investissements directs étrangers (IDE). En 2010, le Brésil a reçu 4,3 % (soit 38,8 Mds EUR) des flux d'IDE mondiaux en 2010, devant le Royaume-Uni, l'Inde et le Mexique. La tendance s'est confirmée en 2011. En effet, de janvier à septembre 2011, le Brésil a déjà reçu 19,9 Mds EUR. Cela représente une augmentation de 123 % par rapport à la même période en 2010. On s'attend donc à un nouveau record à la fin de l'année.

Montant des IDE entrants au Brésil de 2007 à 2010

2007	2008	2009	2010
27,7 Mds EUR	36,1 Mds EUR	20,7 Mds EUR	38,8 Mds EUR

Source : CNUCED

En 2011, les principaux investisseurs au Brésil étaient les États-Unis, le Luxembourg et les Pays-Bas, constituant 40 % du total des flux d'IDE entrants au Brésil (ce phénomène s'expliquant notamment par des opérations triangulaires d'investissement, en raison d'une fiscalité moins pesante dans certains pays). La France se place en cinquième position en flux d'IDE et 4^e en stock d'investissements au Brésil. Plus récemment, la Chine est en passe de figurer aussi parmi les grands investisseurs au Brésil, surtout dans le secteur des matières-premières.

La présence des entreprises françaises au Brésil au travers de l'investissement direct est particulièrement remarquable. Il existe environ **500 filiales d'entreprises françaises au Brésil**, employant plus de 400 000 personnes (les 20 premiers employeurs français au Brésil emploient à eux seuls 245 000 personnes). 65 % des filiales se situent à São Paulo, 18 % à Rio, 6 % dans le Paraná, 3 % dans le Minas Gerais, 2 % dans le Rio Grande et 2 % au Santa Catarina. **35 des compagnies du CAC 40 ont au moins une filiale dans ce pays.** Dans bien des cas, il s'agit d'investissements industriels lourds qui font de ces entreprises des acteurs « brésiliens » majeurs voire des *leaders* dans leur propre secteur. **Si l'investissement français se caractérise par une forte présence de nos grands groupes, un nombre croissant d'entreprises de taille moyenne a aussi fait le choix d'une implantation**, amorçant ainsi une nouvelle phase de développement de la présence au Brésil, et une diversification géographique (Nordeste notamment). Malgré le poids de la fiscalité et de la bureaucratie locale, les entreprises françaises sont, pour la plupart, globalement satisfaites de leur activité au Brésil et de la qualité de la main-d'œuvre brésilienne qui devient aujourd'hui relativement chère. Elles tirent parti de l'importance du marché local mais aussi du rôle croissant que joue le Brésil en tant que plate-forme d'exportation dans la zone.

La présence française au Brésil est très diversifiée, et relativement équilibrée. **La présence de certaines de ces filiales traduit des liens anciens et durables** : Rhodia (1919), Michelin (1927), L'Oréal (années 30).

Environnement des affaires et conseils pratiques

Les usages du pays

Les horaires d'ouverture au public

Administrations publiques, ministères : 9 h 00 – 12 h 00 et 14 h 00 – 17 h 00.

Entreprises privées : 8 h 30 – 12 h 30 et 14 h 00 – 17 h 00 (40 heures de travail hebdomadaire).

Magasins : 9 h 00 – 19 h 00 (22 h 00 dans les centres commerciaux). Pas de fermeture pour la pause déjeuner.

De nombreux supermarchés sont ouverts 7j/7 et 24h/24.

Banques : 10 h 00 – 16 h 00 (Rio de Janeiro, São Paulo et dans les principales villes).

Les tenues vestimentaires

Elles diffèrent en fonction des occasions (cocktails, dîners, réceptions, bals, etc.). Les cartons d'invitation peuvent préciser la tenue exigée :

- *traje esporte*, très informel, admettant le port du jean et du T-shirt ;
- *traje esporte fino*, un peu plus formel : les hommes en pantalon, chemise, veste et chaussures avec chaussettes ; les femmes en robe ou pantalon et chemise ;
- *traje passeio completo* : costume cravate pour les hommes, robe de cocktail pour les femmes ;
- *traje black-tie* : smoking pour les hommes et robe longue pour les femmes.

Les codes vestimentaires peuvent varier d'un État à l'autre : dans les États les plus chauds (et notamment à Rio de Janeiro), les hommes utilisent peu le « costume-cravate ». L'État de São Paulo est de loin le plus « formel ».

Le langage

Le portugais, langue officielle du Brésil, est très formel à l'écrit et comporte nombre de formules de politesse, alors que la langue parlée est beaucoup plus informelle. Attention : le portugais parlé au Brésil diffère, tant sur l'accent que sur la grammaire (simplifiée), du portugais parlé au Portugal ou dans les anciennes colonies.

Les pratiques commerciales du pays

Les modes de règlement

Les cartes bancaires sont très répandues (Visa, Eurocard-Mastercard, American Express, Diners, etc.) et les transactions sont sécurisées (usage du code confidentiel). Les principaux réseaux bancaires français sont installés au Brésil, mais uniquement pour des activités d'investissements (pas de réseau de détail en dehors des banques brésiliennes rachetées par la Société Générale). Le Brésil compte néanmoins un vaste réseau de banques internationales et locales pour les services de détail.

En matière de commerce international, le paiement de « faveurs » peut s'avérer une pratique courante afin de favoriser la conclusion d'une affaire. Une quelconque facilité (matérielle ou pécuniaire) peut être attendue en échange de services fournis par l'administration, ou par d'autres entreprises. Ainsi, certaines entreprises qui travaillent régulièrement à l'international peuvent être invitées à payer des pots-de-vin en vue de gagner des contrats, ou des « pourboires » afin d'obtenir un traitement prioritaire de leur dossier au sein des administrations.

L'entreprise doit cependant être consciente que pratiquer la corruption peut être dangereux d'une part parce que certains pays la condamnent fortement aux travers de mesures anti-corruption, d'autre part parce que la corruption peut avoir des implications directes sur la gestion de l'entreprise.

Le manager international doit être très attentif à tracer une ligne distincte entre « la voie raisonnable » pour faire du commerce international, et des pratiques relevant directement de la corruption. Les pots-de-vin ouvrent la voie vers une performance de mauvaise qualité et à la perte de repères moraux parmi le personnel de l'entreprise. La corruption mène à la propagation de pratiques commerciales contraires à l'éthique.

C'est pourquoi l'OCDE a adopté une convention, en décembre 1997, sur la lutte contre la corruption qui établit des normes juridiquement contraignantes tendant à faire de la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales une infraction pénale et prévoit un certain nombre de mesures visant à mettre en œuvre efficacement cette infraction.

Notre Agence souscrit aux principes de cette convention et invite l'ensemble de ses clients à prendre connaissance du décret n° 2000-948 du 28 septembre 2000 portant publication de cette Convention et à en mesurer les enjeux dans le cadre de leurs pratiques professionnelles.

Les règles de communications lors des contacts professionnels et personnels

Les relations d'affaires se déroulent généralement sans grande formalité, bien que la majorité des hommes d'affaires ait généralement un bon niveau de formation. Il est courant que l'on s'appelle d'emblée par son prénom. Cependant, il n'est pas incorrect d'appeler quelqu'un par son nom de famille (plus formel).

S'il est difficile de donner des indications certaines sur les habitudes locales de négociations, on peut cependant retenir quelques grandes lignes :

- la **convivialité** est un comportement caractéristique des relations humaines au Brésil. Le négociateur étranger doit entrer dans ce jeu, mais doit également apprendre à distinguer ce qui est imputable à cet art de vivre de ce qui relève d'un véritable intérêt pour ses propositions commerciales. Le responsable export, en première mission de prospection, repart souvent très satisfait des premiers contacts avec des interlocuteurs qui, parfois par courtoisie, auront montré un enthousiasme pour ses produits peut-être hors de proportion avec la réalité (les Brésiliens ne savent pas dire « non »...);
- même s'il existe une forte culture industrielle dans certains secteurs, le passé économique du pays (période d'hyperinflation), pousse les décideurs à rechercher davantage une **rentabilité immédiate que des perspectives à long terme** ;
- il convient d'avoir à l'esprit que le marché brésilien peut être caractérisé par des variations sensibles du rythme d'activité. Cela oblige à une flexibilité et à une réactivité très grandes. Les fluctuations du change peuvent aussi être marquées. Bien évidemment, les stratégies d'implantation et de développement commercial doivent, plus encore qu'ailleurs, **s'envisager dans la durée** ;
- les cadeaux d'affaires sont appréciés, surtout lorsque le « *made in France* » est mis en valeur (parfums, etc.) ;
- les **retards aux rendez-vous** sont plus fréquents qu'en Europe. Il existe donc toujours une tolérance dans l'horaire. Il n'est d'ailleurs pas rare que les rendez-vous soient reconfirmés (ou parfois annulés) par l'interlocuteur la veille ou l'avant-veille ;

- le **niveau en langue étrangère** (même pour l'anglais) est soit excellent (pour les hommes d'affaires ayant étudié à l'étranger), soit assez médiocre (pour ceux ayant peu voyagé). Dans la tranche des cinquantenaires et au-dessus, de même que dans certaines professions où les spécialisations à l'étranger sont courantes (avocats, par exemple), de nombreux interlocuteurs sont en mesure de comprendre un interlocuteur français. L'espagnol peut néanmoins aider, sachant que l'anglais reste la langue des affaires à l'export ;
- la culture du **recours à l'avocat de façon systématique** entraîne de nombreux échanges écrits. Un écrit est préférable à une promesse verbale, à toutes les étapes du processus. Il est d'ailleurs fortement recommandé, même si cela représente un surcoût, de se faire conseiller par un avocat « neutre » (pas celui du partenaire ou du client identifié), afin d'éviter toute déconvenue, voire, en cas de contentieux, un procès pouvant durer de nombreuses années.

Pour aller plus loin

Rendez-vous sur la Librairie du commerce internationale de notre site internet, www.ubifrance.fr...



Guide des affaires Brésil

Pour tout savoir sur : l'environnement des affaires, les problématiques d'accès marché, les spécificités locales de la pratique des affaires, comment trouver le bon partenaire... et préparer au mieux sa **mission de prospection**.

Octobre 2013, 134 pages, 50 EUR



UBIFRANCE vous propose quatre gammes complètes de produits et services d'accompagnement pour vous aider à identifier les opportunités des marchés et à concrétiser vos projets de développement international.



• **Gamme Conseil** : pour obtenir la bonne information sur les marchés étrangers et bénéficier de l'expertise des spécialistes d'UBIFRANCE.



• **Gamme Contact** : pour identifier vos contacts d'affaires et vous faire bénéficier de centaines d'actions de promotion à travers le monde.



• **Gamme Communication** : pour communiquer à l'étranger sur votre entreprise, vos produits et votre actualité.



• **Volontariat International en Entreprise (VIE)** : pour optimiser votre budget ressources humaines à l'international

Retrouver le détail de nos produits sur : www.ubifrance.fr

© 2013 – Ubifrance

Toute reproduction, représentation ou diffusion, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse d'Ubifrance, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par les articles L.335-2 et L.335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité :

Ubifrance ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication dans un but autre que celui qui est le sien, à savoir informer et non délivrer des conseils personnalisés.

Les coordonnées (nom des organismes, adresses, téléphones, télécopies et adresses électroniques) indiquées ainsi que les informations et données contenues dans ce document ont été vérifiées avec le plus grand soin. Toutefois, Ubifrance ne saurait en aucun cas être tenu pour responsable d'éventuels changements.

Auteur :

Ubifrance Brésil, avec le concours du Service économique de l'Économie Brésilienne

Adresses :

Rua Marina Cintra, 94 – São Paulo
Av. Presidente Antonio Carlos, 58 – Rio de Janeiro
E-mail : bresil@ubifrance.fr

Version originale du : 25 août 2009

Mise à jour du : 08 octobre 2013

Prestation réalisée sous système de management de la performance certifiée BVC ISO 9001 : 2008.